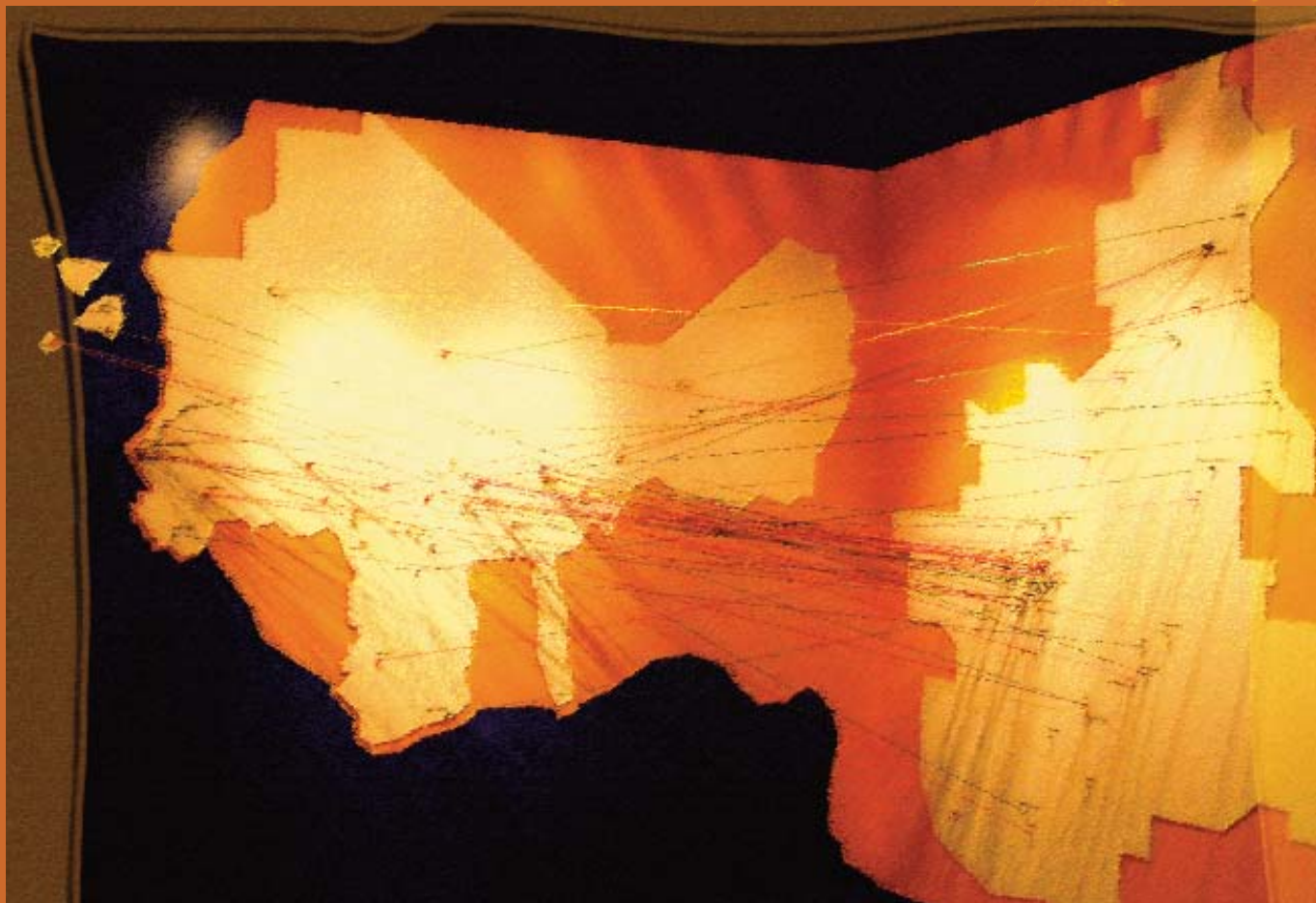


Environnement, Piémont & Sahel

Expériences de coopération
entre communautés piémontaises et africaines:
un progrès commun précieux pour la gestion des déchets



Depuis douze ans, la Région Piémont travaille en Afrique subsaharienne avec un programme de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté.

Il concerne aujourd'hui neuf pays et a été conçu pour donner une réponse concrète à certains des défis lancés par les Nations Unies avec la campagne du Millénaire. Cette réponse implique la participation active du territoire piémontais, car le programme coordonne, soutient et promeut des projets où collaborent, chacun avec son rôle et ses compétences, les autorités locales du Piémont, le monde du bénévolat, les ONG, les Universités, les associations professionnelles, les PME etc..

Ces initiatives ont été concertées avec les communautés locales des pays africains, en instaurant des rapports et des partenariats sur leurs territoires.

Cette expérience exprime la nécessité de partager un projet entre plusieurs acteurs et y répond, dans le cadre d'un processus de coopération décentralisée. Le rapport et la collaboration avec les partenaires et les autorités locales constituent une garantie de durabilité des actions réalisées.

Jusqu'à ce jour, plus de 485 initiatives ont été réalisées, pour un montant de 18 millions d'euros environ sous forme de cofinancement régional. Ces projets ont permis de créer des synergies et des collaborations entre

les différents acteurs de la société civile piémontaise. Ils ont fait apparaître la richesse intrinsèque recelée par la diversité des compétences et des expériences du Piémont. Les ressources hydriques, l'agriculture, la zootechnie, la formation, le renforcement institutionnel et l'environnement ne sont que quelques-uns des secteurs dans lesquels les acteurs sont intervenus, en promouvant parfois des groupes de confrontation et de travail participatif sur différents thèmes.

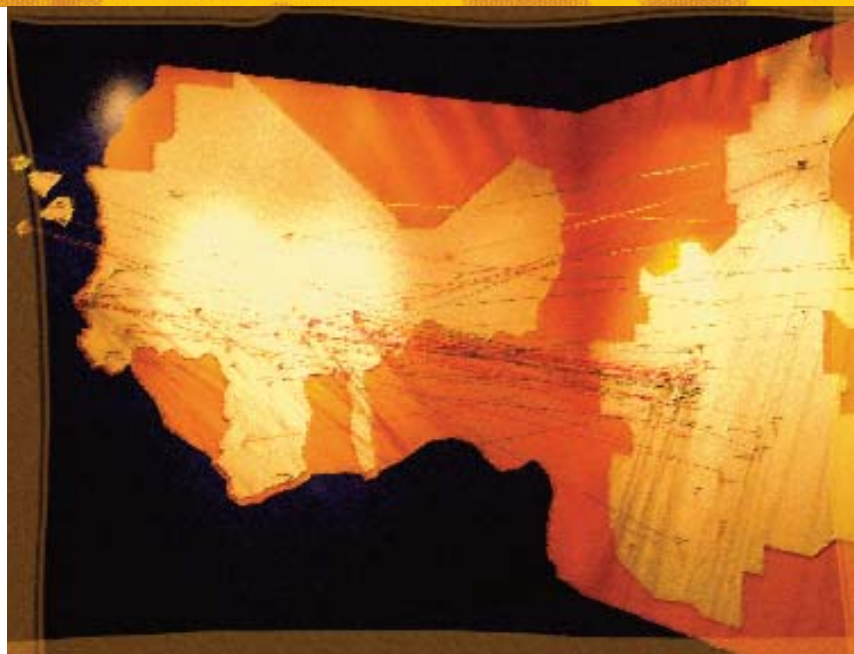
Les défis liés à l'environnement doivent être affrontés, de manière différente certes, aussi bien par notre territoire que par les pays africains. C'est pourquoi tout le "système Piémont" a participé et s'est engagé à travers la Table ronde Environnement Piémont & Sahel, de manière novatrice, en organisant la rencontre de différents sujets publics et privés et en promouvant la création de partenariats stables avec les pays du Sud du monde.

C'est de cette façon que les communautés locales deviennent des acteurs conscients de leur propre développement et en assument donc la responsabilité. Le développement durable à long terme ne saurait être délégué à autrui. Ce n'est qu'en le prenant en main que l'on peut transformer les processus de mondialisation en opportunités, et en opportunités pour tous !

Mercedes Bresso
Présidente de la Région Piémont

En 1996, le Premier Sommet Mondial sur l'Alimentation, organisé par la FAO, demandait à la communauté internationale d'adopter des plans stratégiques partagés pour donner des réponses globales à la plaie de l'insécurité alimentaire. Cet engagement a été réitéré par la suite par l'Assemblée Générale des Nations Unies en l'an 2000, lorsqu'elle a lancé son appel à atteindre les Huit Objectifs de Développement du Millénaire avant 2015.

La Région Piémont a rapidement donné son adhésion, et a choisi une approche novatrice par rapport à la coopération italienne traditionnelle. C'est ainsi qu'est né en 1997 le *Programme de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté dans la zone du Sahel* désormais étendu à neuf pays de l'Afrique subsaharienne. Il soutenait la nécessité d'instaurer une coopération entre Afrique et Piémont, ce dernier étant vu comme un "territoire". L'idée que le Piémont doit s'engager, non seulement par solidarité, mais aussi pour entreprendre un parcours de développement et d'intégration, a fait son chemin. Il s'agit de valoriser les possibilités de production et d'échange qui existent au sein des communautés piémontaises et des pays avec lesquels le Piémont est entré en contact. En conséquence, pour identifier les neuf pays participant au programme - **Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal** – il a été tenu compte non seulement des situations objectives de pauvreté et d'insécurité alimentaire, mais aussi des rapports directs et déjà instaurés entre Pays africains et Piémont : flux migratoires, présence de projets et d'opérateurs piémontais, en premier lieu les Organisations non Gouvernementales (ONG). Objectif : respecter une logique de complémentarité et de subsidiarité des compétences des différents acteurs.



Piémont et Sahel les communautés au premier rang





Participation, Culture et Réseaux territoriaux

Différentes collectivités locales, ONG, instituts religieux, ainsi que des organismes qui ne se consacrent pas traditionnellement à la coopération internationale avec les pays en voie de développement, (universités, entreprises, écoles, associations professionnelles, agences de formation professionnelle), participent au "programme Piémont-Sahel". Au sein du programme, sur la base de la méthodologie qui a été définie de "*Coopération décentralisée*", chaque organisme piémontais peut dialoguer avec les autres acteurs de son territoire, partager compétences et méthodes en un processus d'échange créatif, au sein d'un cadre promu et coordonné par les administrations publiques locales.

C'est ainsi que la coopération devient un processus qui diffuse également une culture de la coopération au sein de la société piémontaise, une approche marquée par une nouvelle conscience des thèmes du développement local, de l'échange réciproque de savoirs, de la rencontre et de la solidarité. La réalisation d'un Système piémontais de coopération décentralisée a permis de bâtir un "réseau" de collaboration, d'échanges et de

relations entre des sujets aux compétences, à la culture et au territoire fort différents. La Région Piémont a cru fortement et a investi dans ce type d'action, en soutenant les rapports entre sujets piémontais publics et privés et leurs homologues africains, notamment grâce au service d'accompagnement effectué par le Consortium des ONG piémontaises (COP) aussi bien en Afrique qu'au Piémont. Les ONG ont facilité les rapports et les ont pérennisés. Elles ont permis d'adapter les connaissances des techniciens piémontais aux conditions et aux exigences locales et elles ont contribué de manière significative à atteindre les bons résultats qui ont été obtenus.

Au cours de ces douze années, le "Programme Sahel" a surtout servi à accroître une conscience, diffuse et partagée, de ce que les communautés du Piémont et du Sahel peuvent se rencontrer, dialoguer, mettre en commun expériences et compétences, pour un futur d'espoir et de paix. La logique sous-jacente étant celle du bien commun. En plus d'une action concrète et directe dans le Sud du monde, le programme a représenté un parcours d'auto-éducation à la coopération.

Programme de sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté dans l'Afrique subsaharienne

Le programme régional promeut et soutient des initiatives visant à améliorer la sécurité alimentaire dans plusieurs zones pauvres du Sahel et de l'Afrique subsaharienne.

Au sens le plus large, la "sécurité alimentaire" est l'ensemble des facteurs économiques, sociaux et environnementaux qui permettent d'améliorer la capacité de la population à avoir accès à une nourriture de qualité en quantité satisfaisante. Assurer la sécurité alimentaire signifie donc concevoir et mettre en œuvre des actions de lutte contre la pauvreté pour favoriser l'autonomie et l'amélioration des conditions de vie des populations locales, sans créer de dépendance, dans une logique de développement local. Le programme s'adresse en priorité aux couches les plus vulnérables de la population (femmes chef de famille, enfants, jeunes, personnes âgées, handicapés etc.). Il promeut et facilite en particulier les activités génératrices de revenu, la formation professionnelle et l'apprentissage de métiers, l'accès aux marchés, aux facteurs de production, à l'eau et aux services sociaux.

Les interventions soutenues par la Région sont donc transversales et agissent dans plusieurs secteurs.



L'environnement

Dans la zone du Sahel, l'équilibre de l'environnement est fragile ; les zones rurales et urbaines se développent à des vitesses différentes et connaissent des problèmes et des conditions de vie différents. La gestion des déchets et des ressources hydriques, l'éducation à l'environnement, la sauvegarde des zones protégées, la réalisation de marchés, tels sont quelques-uns des domaines où les savoirs et les expériences acquis par les associations et le territoire piémontais ont été mis en réseau pour fournir une première réponse concrète aux problèmes de l'environnement.

Une exposition comprenant des centaines de photos et de vidéos illustre les activités du programme de coopération avec l'Afrique Subsaharienne lancé par la Région Piémont. Réalisée en 2007 pour fêter les dix ans du programme, cette exposition représente une occasion d'éduquer à la coopération et de sensibiliser le public aux thèmes de la mondialisation. Dans sa version itinérante, l'exposition est à la disposition des collectivités locales, écoles, associations et de tous ceux qui veulent la présenter pour promouvoir la diffusion d'une culture ouverte sur le monde et au dialogue Nord-Sud.



Les ressources hydriques

Au Sahel, les précipitations sont modestes et concentrées sur une période de temps limitée. Au cours de ces trente dernières années, avec l'aggravation des conditions climatiques, elles sont de plus en plus imprévisibles. De nombreuses personnes, surtout les femmes, sont encore contraintes de marcher pendant des kilomètres pour atteindre un point d'eau.

C'est dans ce contexte que le programme a mis en place des interventions visant à réaliser des infrastructures pour augmenter la disponibilité d'eau et en améliorer l'accès. L'eau sert pour boire, se laver, cuisiner, mais aussi pour abreuver les animaux, irriguer les champs et améliorer les services hygiéniques et sanitaires. Les projets comportent des réalisations concrètes, ainsi que la promotion du développement des compétences locales pour une gestion autonome des ressources hydriques.

La zootechnie

L'élevage revêt une importance fondamentale pour la sécurité alimentaire des peuples du Sahel. C'est pourquoi la lutte contre les maladies du bétail et l'exploitation excessive des pâturages sont des enjeux actuels et urgents.

Parmi les interventions réalisées par le programme dans ce domaine, citons la formation de vétérinaires et de techniciens locaux, la sauvegarde des races autochtones, l'évaluation des performances de production et de reproduction, la valorisation et l'optimisation de la production locale.



L'agriculture

Le Sahel est une région à vocation essentiellement rurale ; toutefois l'agriculture est encore de subsistance et ne parvient pas à satisfaire les nécessités alimentaires de la population.

La production dépend de la saisonnalité des pluies. Elle est conditionnée par la faiblesse des investissements et par la pauvreté des ressources dont disposent les producteurs. Dans ces régions semi-désertiques, le sol est aride et la productivité basse en moyenne. Le programme a promu des processus de développement agricole durable, avec des modalités respectant l'environnement, le patrimoine forestier et les traditions du monde rural. Ces projets ont permis d'introduire des innovations technologiques en valorisant les filières locales et l'agriculture familiale. En somme, une production sans dépendre des aides internationales, capable d'assurer la sécurité alimentaire et de mettre l'économie locale en marche.

La formation

Diverses initiatives ont été menées pour développer du professionnalisme dans les secteurs de l'artisanat (coureurs, menuisiers, coiffeurs), de l'agriculture et du commerce. Ces secteurs ont été choisis pour promouvoir l'initiative privée, et dans des professions où il existe une demande effective du marché de l'emploi local.

Le développement local

Microcrédit, promotion d'activités génératrices de revenu pour soutenir les familles, valorisation de l'entrepreneuriat local, protection des couches sociales les plus faibles, promotion du rôle des femmes, renforcement de l'économie et des filières locales, renforcement des capacités et des compétences locales, promotion de coopératives, du tissu associatif et de groupes de promotion locale. Voici quelques-unes des interventions soutenues par la coopération piémontaise.



L'éducation alimentaire

Dans ce secteur, des interventions ont été mises en place pour diffuser des habitudes alimentaires correctes, en prêtant particulièrement attention aux enfants et aux mamans. Les ressources et les produits disponibles ont été employés au mieux. En outre, des centres de nutrition ont été construits et soutenus.

Le renforcement institutionnel

Améliorer la gouvernance locale signifie valoriser les capacités des collectivités africaines afin qu'elles soient en mesure de promouvoir des politiques locales qui répondent aux besoins de la population. C'est l'un des objectifs du programme, et plusieurs initiatives ont donc été lancées pour soutenir les collectivités locales dans l'exercice de leurs fonctions et dans la fourniture de services. Le renforcement de la cohésion sociale, la promotion de la citoyenneté active, la reconnaissance des droits et de la participation : tels sont les axes d'intervention du programme régional pour atteindre ces objectifs.

En 12 ans :

- plus de 485 projets réalisés dans le Sud du monde.
- quelques 800 acteurs piémontais impliqués, dont 80 collectivités locales.
- plus de 400 partenaires africains dont 50 collectivités locales.
- 18 millions d'euros investis par la Région Piémont.
- 36 millions d'euros : le montant global des projets.



Environnement, Piémont & Sahel

Dakar, Bamako, Ouagadougou, Niamey sont de grandes villes africaines. Peuplées, colorées, envahies par le sable, le smog, les mobylettes et le bruit. Fascinantes, éloignées et différentes les unes des autres, les capitales du Sahel ont cependant des caractéristiques communes et présentent des scénarii semblables. Toutes connaissent un processus rapide d'urbanisation, difficilement gérable et contrôlable, étant donnée la dimension du phénomène. On prévoit que la population du Sahel doublera en vingt ans et qu'il y aura plus de 100 millions d'habitants en 2020, dont la moitié environ habitera dans les zones urbaines et périurbaines. D'où une aggravation des conditions de vie déjà précaires des villes, où des quartiers périphériques entiers sont en train de naître et de se développer de manière sauvage, sans bénéficier des services de base.

Le directeur exécutif de UN-Habitat, le programme des Nations Unies pour les établissements humains, explique qu'en 2007, sur 3 milliards de citoyens dans le monde, un tiers vivait dans des bidonvilles, et que 72 pour cent de ceux-ci se concentraient en Afrique.

De nombreux gouvernements africains tiennent actuellement compte de ces tendances pour prévoir des infrastructures et des plans de développement urbain appropriés. Par ailleurs, de nombreuses municipalités, directement responsables des conditions de vie de leurs électeurs, s'engagent dans la préparation de plans de collecte, de traitement et d'élimination des déchets. C'est là un secteur prioritaire pour améliorer la gouvernance locale et combattre la dégradation et la pauvreté dans les villes.



La dispersion des déchets dans l'environnement et dans les quartiers surpeuplés expose la population aux maladies, notamment les enfants qui touchent les ordures en jouant. Elle représente également une menace pour la sécurité alimentaire et une cause de pauvreté supplémentaire. En effet, les déchets, surtout en plastique, ont un effet néfaste sur la fertilité du sol et limitent donc les capacités productives des terres, compromettant ainsi l'économie familiale des agriculteurs.

Les sacs en plastique sont l'une des premières causes de mortalité du bétail, qui les avale en broutant et s'étouffe avec. Enfin, les déchets répandus dans l'environnement sont un danger concret pour les nappes phréatiques, qui risquent d'être contaminées. En fonction des priorités décidées de commun accord avec les partenaires africains, de plus en plus d'organismes piémontais se sont engagés dans la coopération au développement et dans la coopération décentralisée, en choisissant d'intervenir sur des thèmes liés à l'environnement, en particulier la gestion des déchets urbains.

L'attention toujours croissante à ce thème a incité à la création d'une table de travail thématique à régie régionale, menée par l'ONG LVIA, en accord avec les ONG CISV et RETE. Ce groupe de travail est consacré aux problèmes de l'environnement urbain et de la gestion, du traitement et de la valorisation des déchets.

Le groupe de travail *Environnement Piémont & Sahel* prend pour point de départ les expériences développées dans le cadre des rapports de coopération entre communautés piémontaises et sahéliennes sur la gestion des déchets en Afrique. Il se propose de créer un "Système piémontais", capable de promouvoir un échange de compétences, d'expériences et de services fructueux et systématique entre différents acteurs au Piémont et au Sahel. L'objectif en est de créer une synergie territoriale en mesure d'inventer des solutions créatives et incisives.

Le caractère novateur du groupe de travail "*Environnement*" réside justement dans sa volonté de faire converser différents types de sujets, publics et privés, du secteur entrepreneurial et non lucratif. A travers l'implication d'ONG, de collectivités locales, d'entreprises publiques à gestion privée, d'universités et d'experts piémontais, le groupe de travail Environnement entend capitaliser les bonnes pratiques et déterminer des méthodes innovatrices pour une gestion rationnelle des déchets dans les villes du Sahel, tout en encourageant des rapports durables entre les différents acteurs du territoire piémontais, rapports déjà instaurés au sein du *Programme régional de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne*.

Amélioration du service de collecte, conception de décharges organisées, promotion du tri sélectif, autant d'exemples des réalisations, pour lesquelles le groupe de travail propose des solutions spécifiques en fonction des contextes locaux.



En plus des ateliers réguliers pour les “préposés”, le groupe de travail promeut des événements publics, comme le séminaire qui s’est déroulé à Carmagnola le 14 septembre 2007. Il s’agissait du “Lancement du projet laboratoire pour le recyclage des déchets plastique à Niamey - Niger et de l’activité du comité technique et scientifique” organisé par la Ville de Carmagnola et par le Re.co.Sol (Réseau des Communes Solidaires). Autres exemples, l’atelier qui s’est tenu le 28 mai 2008 au siège de la Région Piémont sur le thème : “Actions actives de gestion de l’environnement dans les villes de l’Afrique occidentale” ou bien encore l’atelier sur le thème de la filière de recyclage du plastique et les expériences de coopération lancées au Sahel, qui a eu lieu le 27 octobre 2009 à Turin. En 2010, le premier atelier africain est prévu à Ouagadougou, au Burkina Faso.



Le groupe de travail est à régie régionale. Il est dirigé par l’ONG LVIA, en accord avec les ONG CISV et RETE. Avec la participation de : COP, RE.CO.SOL, Co.co.pa, des villes de Turin, Galliate, Moretta, Carmagnola, Fossano, Piossasco, Vinovo et Pinerolo, du Département de Cuneo, de la Congrégation des Frères de la Sainte Famille de Chieri, Cidiu SpA, Amiat SpA, CIFA Ong.

Soutien des initiatives locales de récupération et de recyclage des déchets plastiques

Le contexte

Avec ses 300 000 habitants, Thiès est la deuxième ville du Sénégal. Comme toutes les grandes villes du pays, elle souffre de graves problèmes de dégradation de l'environnement. Les difficultés économiques objectives, jointes aux carences structurelles et au manque d'instruments pour mettre en œuvre les normes sur la décentralisation administrative (qui attribuent la responsabilité des politiques de l'environnement aux municipalités), s'opposent à la conception et à la réalisation de services de nettoyage urbain adéquats et, de manière plus générale, d'un système capable de réaliser une gestion rationnelle et durable des déchets. De 1999 à 2007, dans le cadre du programme de coopération décentralisée avec les Communes de Fossano et de Bra, l'accompagnement de la LVIA, le soutien de la Région Piémont et des autres partenaires piémontais, la Municipalité de Thiès a renforcé ses politiques de l'environnement, en améliorant les services communaux et en s'équipant d'un Centre pour la collecte et le traitement des déchets plastiques.

Les activités

- Réalisation d'une étude de faisabilité pour la construction de la décharge municipale.
- Fourniture de 12 containers et de 150 poubelles à la commune.
- Support technique et de gestion pour le Centre de traitement des déchets plastiques Proplast de Thiès, situé dans le quartier de banlieue de Silmang.
- Formation professionnelle pour artisans et agents du Service d'Hygiène de la Municipalité de Thiès.
- Spectacles de théâtre de sensibilisation dans les quartiers de Thiès.
- Education à l'environnement dans les écoles de Thiès.
- Fourniture de tables et d'autres équipements scolaires.
- Branchement de 347 familles au réseau d'eau public
- Construction d'incinérateurs à l'hôpital Saint Jean de Dieu et aux postes de santé de Medina Fall, Silmang et Peykouk pour les déchets bio médicaux



Commune promotrice en Italie :
Fossano (CN)

Commune promotrice au Sénégal :
Thiès

Quand :
1999-2007

ONG partenaires :
LVIA

Partenaires au Nord :
Région Piémont, Commune de Bra, Caisse d'épargne de Fossano, Association des Artisans de Bra, Caritas diocésaine et Institut Salésien de Fossano, écoles et paroisses.

Partenaires au Sud :
Commune de Thiès, Service d'Hygiène de Thiès, Groupe d'Intérêt Economique Laak Jom (Thiès, quartier Silmang), Centre de Formation Professionnelle Don Bosco (Thiès).





Commune promotrice en Italie :
Fossano (CN)

Commune promotrice au Sénégal :
Joal-Fadiouth

Quand :
2008-2009

ONG partenaires :
LVIA

Partenaires au Nord :
Région Piémont, Département de
Cuneo, Fondation de la caisse
d'épargne de Fossano, Association
Manko.

Partenaires au Sud :
Peace Corp (USA), WWF

Création de nouveaux emplois pour agents de propreté dans la ville de Joal-Fadiouth

Le contexte

Joal-Fadiouth est une petite ville de 40 000 habitants, située à 100 km au sud de Dakar. Elle est célèbre car c'est là qu'est né Leopold Sedar Senghor, illustre poète et premier président du Sénégal indépendant. Sa population vit de petit commerce, de la pêche artisanale et d'artisanat et possède une société civile bien représentée et bien organisée, avec des associations actives à tous les niveaux. Au cours des dernières années la ville est devenue un important site d'émigration vers l'Europe par voie maritime. Ce phénomène a pour effet de faire empirer les conditions sanitaires des quartiers, surpeuplés et régulièrement inondés à la saison des pluies.

Parmi les premières conséquences négatives de cette urbanisation sauvage, on remarque le développement de nombreux dépotoirs sauvages et de grandes quantités de déchets répandus dans l'environnement, surtout dans le bras de mer qui est un lieu de reproduction de certaines variétés de poissons, constituant ainsi un risque énorme pour l'écosystème local. La communauté de Joal-Fadiouth travaille donc à ce jour pour renforcer son système de gestion des déchets. Avec la collaboration des bénévoles du Peace Corp, cet engagement de la municipalité a permis de lancer un système de recyclage des déchets organiques et donc une production de compost. Ce projet, auquel collaborent les municipalités de Fossano et de Joal-Fadiouth, entend contribuer à améliorer le système de collecte et de traitement des déchets, en travaillant notamment sur la filière des déchets en plastique. La LVIA a été interpellée suite à l'expérience qu'elle a acquise dans ce secteur au Sénégal.

Les activités

- Organisation d'un système de tri sélectif porte à porte dans quatre quartiers de la ville.
- Ouverture d'un centre de collecte et de traitement des matières plastiques.
- Renforcement et élargissement à deux nouveaux quartiers de l'activité de collecte et de recyclage des déchets organiques avec production de compost.
- Education à l'environnement dans les écoles et dans les quartiers.
- Recomposition et implication des "Comités de salubrité" : des bénévoles élus par les habitants du quartier pour s'occuper des aspects liés à la gestion des déchets (fréquence de la collecte, paiement des opérateurs, gestion des revenus tirés de la collecte des ordures ménagère).
- Fourniture d'un camion citerne pour la purge des fosses septiques.

12

Lutte contre les déchets plastiques



NETTOYAGE



TRIAGE



TRANSFORMATION



RECYCLAGE

Bokk Jef - Agir ensemble

Le contexte

Tivaouane Diacksao se situe dans la banlieue de Dakar. Toute proche de la capitale, cette ville accueille les nombreuses personnes dépourvues de moyens qui émigrent des campagnes avoisinantes et de tout le reste du pays. Ce type d'expansion urbaine occasionne la croissance de quartiers dégradés et marginalisés, dépourvus de services de base, où les déchets répandus mettent la santé et l'hygiène de la population en danger.

La commune de Galliate et la commune de Tivaouane Diacksao sont entrées en contact pour la première fois en 2005, suite à une proposition de coopération scolaire avancée par un citoyen de Tivaouane résident à Galliate. Les deux municipalités ont décidé de travailler ensemble sur le sujet de l'assainissement de l'environnement pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers les plus à risque. La LVIA a été appelée sur la base de l'expérience acquise dans ce domaine, désormais consolidée au Sénégal. En effet, en 1999, la LVIA a réalisé le premier centre de recyclage de plastique de la ville de Thiès, avant d'en réaliser ensuite un autre dans la ville de Kaolack.

Les activités

- Organisation d'un système de tri sélectif.
- Ouverture d'un centre de collecte et de traitement du plastique.
- Fourniture d'un tracteur, d'une citerne et de deux motopompes pour la purge des fosses septiques.
- Fourniture de charrettes, containers et poubelles pour la collecte des déchets.
- Interventions extraordinaires d'enlèvement des déchets et d'assainissement des sites dégradés.
- Remise en état de baignoires publiques.
- Cours de formation professionnelle pour maçons et plombiers et cours d'italien.
- Education et sensibilisation à l'environnement dans les écoles et les quartiers.

Les équipes ont également essayé de stimuler un développement équilibré et durable, avec un projet d'utilisation d'énergies renouvelables pour la production d'électricité et le soutien à des coopératives artisanales, en collaboration avec la Boutique du commerce équitable et solidaire de Galliate.



Commune promotrice en Italie :
Galliate (NO)

Commune promotrice au Sénégal :
Tivaouane Diacksao (Dakar)

Quand :
2006-2009

ONG partenaires :
LVIA

Partenaires au Nord :
Région Piémont, Coordination Provinciale pour la Paix, Comité Permanent Solidarité Internationale, Confédération Nationale Artisanat et Petites et Moyennes Entreprises (Novara), AIA Cerano, Consortium de Bassin Basso Novarese, Association Irrigation Est Sesia, Montipò Costruzioni, Coopérative Madre Terra, Agence de Formation IAL "Manfreda", Institut scolaire "I. Calvino".

Partenaires au Sud :
PROMOPOP (Association pour la Promotion des Populations), Réseau des femmes de la Commune de Tivaouane Diacksao.





Commune promotrice en Italie :
Carmagnola (TO)

Commune promotrice au Niger :
Niamey

Quand :
2006-2009

**Associations partenaires
de la commune chef de file :**
ReCoSol (Réseau des Communes
Solidaires)

Partenaires au Nord :
Région Piémont, Communes de
Moretta, Argentera et Sambuco
(CN), Université de Turin – Faculté
de Chimie macromoléculaire,
sociétés Maris, Pasell, Trm.

Partenaires au Sud :
CUN (Coordination municipalité de
Niamey), Reseda (Réseau d’arti-
sans du Niger), Université de
Niamey – Faculté de Sciences.

LABODEC Laboratoire de recyclage des déchets plastique

Le contexte

Quiconque s’est rendu ne serait-ce que quelques jours dans une ville africaine a pu se rendre compte de la dévastation provoquée par les déchets en plastique répandus dans l’environnement en termes d’hygiène, de problèmes économiques, esthétiques et de la santé des hommes et des animaux domestiques. Les rapports de coopération consolidés au cours des années entre les communes de Carmagnola et de Niamey (CUN), ont amené la municipalité nigérienne à proposer le thème des déchets pour une demande d’aide prioritaire. Il s’en est suivi une intervention de support à l’administration locale de Niamey qui a été subdivisée en trois phases. En effet, le projet était objectivement complexe, il est ardu de faire vivre des rapports avec une telle distance géographique et les ressources disponibles chaque année étaient limitées. Au total, le projet a duré plus de trois ans. L’objectif de la troisième phase est de consolider et de compléter ce qui a déjà été réalisé. Quant à l’objectif général, il consiste à stabiliser le service offert aux citoyens et à la CUN. Il s’agit surtout de travailler pour que le dispositif de traitement et son gérant, Reseda, atteignent une pleine autonomie dans la production, la gestion et la durabilité économique. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre des actions pour consolider l’entreprise, afin de laisser s’exprimer pleinement le potentiel de production et de stabiliser l’emploi des travailleurs locaux.

Les activités

La proposition partagée par les municipalités partenaires a été d’opérer une approche intégrée, suivant les axes directeurs suivants :

- Sensibilisation des citoyens aux dommages provoqués par les déchets répandus dans l’environnement et à la valeur possible de ces matériaux, aujourd’hui vus comme de simples rebus.
- Participation des citoyens à la phase de la collecte et de tri des déchets, non pas de manière bénévole et gratuite mais à travers l’achat du plastique, afin d’assurer un revenu financier à la population.
- Valorisation des sachets en plastique à travers leur utilisation comme matière première pour la transformation en produits simples, constitués de congglomérats de plastique recyclé, de sable et/ou de fibres végétales avec une durée de vie de dix ans, et recyclables à leur tour.
- Développement et installation au Niger de technologies de transformation adaptées au niveau local de développement technique et professionnel : solides, simples, conservables sur place et consommant peu d’énergie électrique.



Gestion des déchets et de l'environnement urbain dans les quartiers périphériques de Thiès et de Kaolack, à travers la valorisation du plastique

Le contexte

En 1995, au cours de sessions d'animation dans les banlieues de Thiès, les habitants du quartier Silmang ont demandé de l'aide à la LVIA pour résoudre les problèmes liés à la dispersion des déchets en plastique. En effet, l'utilisation du plastique a littéralement explosé dans les villes africaines : les objets bon marché d'usage quotidien et les emballages, surtout les sachets, ont fini par envahir les rues des agglomérations, tout comme les champs. Ce programme environnemental, lancé en 1998, entend récupérer les déchets à travers la construction de deux centres de traitement des déchets en plastique dans la ville de Thiès (1999) et de Kaolack (2002) et la création d'une filière pour la valorisation du plastique. Cette dernière doit être durable au niveau économique et responsable au niveau social. Le plastique recyclé dans les deux centres est vendu à des entreprises de Dakar pour produire différents articles parmi lesquels, depuis 2008, des fosses biologiques. Leur installation est encouragée, grâce à des financements de l'Union Européenne et de la Région Emilie-Romagne, dans les maisons les plus pauvres des quartiers périphériques, où le manque de tout-à-l'égout entraîne des conséquences dramatiques pour les conditions hygiéniques et sanitaires. Toutes les activités sont systématiquement accompagnées de programmes de sensibilisation dans les quartiers et dans les écoles, à travers des spectacles de théâtre, la formation des enseignants et la promotion de parcours d'éducation à l'environnement dans les classes.

Les activités

- Construction et équipement de deux centres de traitement des plastiques (à Thiès et à Kaolack).
- Formation et accompagnement des deux GIE responsables de la gestion des centres : le GIE Laak Jom à Thiès et le GIE Kundam à Kaolack.
- Formation, organisation et équipement de 12 coopératives de quartier (8 à Thiès et 4 à Kaolack) pour le tri sélectif du plastique.
- Ouverture de 12 points d'achat des déchets plastiques, un par quartier.
- Institution d'un fonds pour subventionner des fosses biologiques en plastique recyclé à la disposition des familles les plus défavorisées (en cours de mise en œuvre).
- Institution d'un fonds de crédit pour faciliter l'achat de fosses biologiques en plastique recyclé pour la population de Thiès et de Kaolack (en cours de mise en œuvre).
- Education et sensibilisation à l'environnement dans les écoles et dans les quartiers.



ONG promotrice :
LVIA

Où :
Thiès et Kaolack, Sénégal

Quand :
en cours depuis 1998

Partenaires au Nord :
Région Piémont, MAE, UE,
Régions Lombardie et Emilie-
Romagne, Communes de Fossano
et de Bra, Maison de Charité des
Arts et Métiers, CFPP (Turin).

Partenaires au Sud :
Communes de Thiès et Kaolack,
Services d'Hygiène de Thiès et de
Kaolack, Caritas Kaolack, GIE
(Groupe d'Intérêt Economique)
Laak Jom de Thiès, CODEKA
(Collectif pour le Développement
de Kaolack).





ONG promotrice :
LVIA

Où :
Ouagadougou, Burkina Faso

Quand :
en cours depuis 2004

Partenaires au Nord :
Banque Mondiale – Programme
Development Marketplace,
Coopération Italienne, Région Piémont,
Départements de Turin et de Cuneo,
Municipalité de Turin, Parcs de la colline
Turinoise et des Lames du Sesia,
Congrégation des Frères de la Sainte
Famille de Chieri, Assocomplast,
Nord, Visastamp, Tria, AMIAT, GTT.

Partenaires au Sud :
Ministère de l'Environnement du
Burkina Faso, Municipalité de Ouaga-
dougou, Parc urbain Bangre Weogo,
Association de femmes pour la valorisation
des déchets plastiques, Centre
artisanal Sainte Famille.

Protéger l'environnement en valorisant les déchets à Ouagadougou

Le contexte

Deux fois lauréate du Prix de la Ville la plus propre d'Afrique, la capitale burkinabé est très attentive aux politiques de l'environnement. La ville peut se targuer d'avoir la première décharge moderne de l'Afrique Occidentale et le premier centre de valorisation des déchets plastiques, réalisé grâce à un projet présenté à la Banque Mondiale avec LVIA, la municipalité de Turin et la Région Piémont. Ce projet a développé un système de gestion des déchets, dont les objectifs sont la lutte contre la pauvreté, le renforcement de l'économie locale et des coopératives sociales ainsi que l'éducation à l'environnement. Le Centre représente une possibilité offerte à la population qui vend les déchets, pour les femmes qui y travaillent et les entreprises qui emploient le plastique recyclé comme matière première, pour les écoles et les citoyens, qui participent à des activités d'éducation à l'environnement, et pour les autorités locales, responsables de la qualité de la vie de la population. Aujourd'hui, la municipalité a acquis la gestion du Centre, en collaboration avec la coopérative de femmes qui y travaille et avec la LVIA, qui fournit l'accompagnement technique. Ce projet a été sélectionné comme Best Practice au prix Dubai International Award promu par UN-Habitat.

Les activités

- Depuis 2006, avec le plastique recyclé du Centre, le Centre Artisanal Sainte Famille produit des règles, équerres, rapporteurs et normographes vendus et/ou donnés aux écoles comme support éducatif.
- Avec le plastique recyclé du Centre, l'entreprise locale Faso Plast a produit 8 000 poubelles que la Municipalité de Ouagadougou distribuera aux écoles et bureaux comme exemple de bonne pratique environnementale.
- Des spectacles de théâtre de sensibilisation dans les rues de la ville.
- Education à l'environnement dans les écoles de la capitale avec des visites au Centre de recyclage et au Parc urbain.
- Réalisation d'une campagne de sensibilisation avec le Ministère de l'Environnement.
- Des écoles italiennes et africaines participent à des activités d'échange à travers l'initiative "De déchet à Ressource".
- "Environnement et solidarité. Un kit de règles pour connaître le Burkina Faso" : éducation à l'environnement dans les écoles turinoises et de Cuneo.
- D'autres actions réalisées dans le cadre de la coopération décentralisée entre la municipalité de Turin, le département de Cuneo et la municipalité de Ouagadougou avec le support de la Région Piémont.



Support au développement économique, social et environnemental dans les villes de Ouidah et Bohicon

Le contexte

Comme bien d'autres pays d'Afrique, le Bénin souffre de problèmes liés à l'absence d'un système efficace de gestion des déchets. La question devient de plus en plus urgente, étant donnée l'augmentation du volume des déchets produits et répandus dans les villes, qui va de pair avec l'urbanisation croissante du pays et donc l'augmentation de la consommation. Dans les villes de Ouidah et de Bohicon, 30% des déchets produits est laissé dans des décharges illégales, non organisées et non contrôlées, ou bien directement dans les rues et les quartiers, avec des conséquences désastreuses sur les conditions hygiéniques et sanitaires, notamment dans les quartiers de banlieue. Ce projet soutient les deux municipalités et les consortiums qui œuvrent pour l'assainissement de l'environnement urbain, pour la réorganisation et le renforcement des activités de collecte et de recyclage des déchets. Il promeut également un processus d'éducation à l'hygiène et à la santé. Les femmes y jouent un rôle actif pour la diffusion d'une nouvelle sensibilité environnementale et pour l'adoption de comportements responsables. Cette stratégie améliore certes la salubrité des quartiers, mais elle renforce également la gouvernance des autorités locales. C'est en effet à celles-ci que des lois récemment promulguées sur la décentralisation administrative confient les tâches et les responsabilités directes dans le domaine de la collecte des déchets.

Les activités

- Promotion de l'emploi des jeunes, de l'instruction et de la formation professionnelle dans le secteur de la collecte des déchets, notamment pour améliorer l'organisation et l'efficacité des consortiums de coopératives qui travaillent à l'assainissement de l'environnement urbain.
- Production de compost organique à employer en horticulture, avec en conséquence une amélioration de la production et une augmentation du revenu des groupes de femmes employées dans les filières horticoles.
- Sélection et mise en œuvre des méthodologies techniques les plus appropriées pour que le système de pré-collecte et de collecte parvienne à recueillir 80% des déchets produits dans les deux villes.
- Organisation des systèmes de collecte et de traitement des déchets dans les deux villes.
- Construction et gestion de différents sites de décharge intermédiaires.
- Réalisation d'un atelier sur les opportunités liées au recyclage et à la réutilisation des déchets.
- Diffusion des données et capitalisation pour assurer un système de suivi opérationnel et durable.

ONG promotrice :
CISV

Où :
Ouidah et Bohicon, Bénin

Quand :
2005-2009

Partenaires au Nord :
Région Piémont, Université de Turin (Faculté de Sciences Politiques), Consortium Abele Lavoro-Triciclo CISV, Commission Européenne.

Partenaires au Sud :
Consortium de coopératives USIRTO et TONAMIN dans les deux villes.





ONG partenaires :
CISV, RETE

Où :
Louga, Sénégal

Quand :
2006

Partenaires au Nord :
Région Piémont, Municipalité de Turin, AMIAT Torino S.p.A. (Entreprise de services pour l'hygiène environnementale), TEA (Territoire Energie Environnement) s.c. de Turin.

Partenaires au Sud :
APECS OnG (Louga).

Etude de faisabilité pour la gestion des déchets dans la ville de Louga

Le contexte

Depuis les années 1970, la ville de Louga, chef-lieu de la région du même nom au Nord du Sénégal, est devenue le bassin d'accueil des flux migratoires provenant des villages avoisinants. En quelques dizaines d'années, le phénomène migratoire ainsi que le changement du type de déchets, dû à l'avènement des matières plastiques et de différents produits chimiques dans la consommation de masse, a radicalement transformé l'environnement urbain et la situation environnementale de la ville de Louga. Aujourd'hui, cette situation présente de graves dangers car il n'y a pas de système efficace de gestion des déchets.

Cette absence s'explique par des carences structurelles, par une pauvreté des ressources financières et par le fait que les lois récentes sur la décentralisation administrative attribuent aux communes la responsabilité de la gestion du secteur, sans leur fournir pour autant les instruments appropriés pour l'endosser. Cette étude a identifié plusieurs initiatives possibles pour contribuer à résoudre le problème des déchets urbains. Elle tient également compte de la gestion des déchets hospitaliers. Ceux-ci constituent une autre urgence sanitaire et environnementale, du fait du risque de diffusion de maladies et de pathologies inhérent aux modalités inadéquates de leur élimination.

Les activités

- Recherches sur le terrain avec visites et interviews à des fonctionnaires et administrateurs publics et à des associations qui œuvrent dans le secteur de la gestion des déchets. Cette étude a également permis de définir un cadre de l'état des lieux de la gestion des déchets urbains et hospitaliers dans la ville de Louga.
- Plusieurs propositions ont été avancées pour une gestion durable du cycle des déchets. Toutefois, ces propositions nécessitent de décisions politiques et administratives. Citons la réalisation des infrastructures nécessaires ou la promotion de nouvelles modalités de gestion, par exemple l'instauration d'un consortium inter-municipal permettant de répartir les coûts de manière plus ample et donc d'assurer une gestion durable du système, ainsi que la réalisation d'une décharge contrôlée.
- De même, pour les déchets hospitaliers, une synergie a été proposée entre les hôpitaux de Louga et de St. Louis pour construire un stérilisateur pour déchets potentiellement infectieux, qui pourrait traiter les déchets biomédicaux des deux hôpitaux.
- Rapport technique et économique, rédigé par AMIAT SpA, pour la réalisation d'un stérilisateur pour déchets potentiellement infectieux.



De déchet à ressource

Le contexte

En 1999, dans le cadre du programme régional « Piémont-Sahel », la ville de Turin a instauré un rapport d'échange culturel avec plusieurs villes sahéliennes à travers le soutien d'un projet de coopération éducative entre lycées sur les thèmes de l'alimentation et du développement durable. En 2001, le projet a été réorienté avec de nouveaux objectifs :

- Travailler sur le thème des déchets urbains, un problème commun aux villes du Nord et du Sud du monde.
- Bâtir un réseau international d'acteurs pouvant élaborer des analyses et des plans d'action.
- Encourager l'échange de bonnes pratiques entre six villes : Torino, Louga, Parcelles Assainies, Mbour, Ouagadougou, Tenkodogo.

De jeunes étudiants italiens et africains se sont transformés en « reporters des déchets », ont réalisé enquêtes et court-métrages, interviewé et provoqué les administrateurs sur la question environnementale. Cette composante éducative, d'expérience de citoyenneté active dans la protection de l'environnement urbain s'est conservée au cours des années et a donné lieu à un processus de co-développement qui a impliqué d'autres acteurs locaux. En 2003, les Universités de Turin, Saint Louis et Ouagadougou sont entrées dans le réseau, avec deux importantes contributions :

- La documentation scientifique de la situation des déchets dans les villes.
 - L'engagement civique d'enseignants et d'étudiants qui, suite à l'expérience « De déchet à ressource » ont donné naissance à un Forum de durabilité entre instituts.
- En 2003, la Ville de Chieri est entrée à son tour dans le partenariat, avec Nanoro, son partenaire au Burkina Faso.

Les activités

- Education à l'environnement dans les écoles et quartiers des villes sahéliennes et italiennes.
- Echanges scolaires Italie-Sénégal-Burkina Faso avec des voyages d'enseignants et d'élèves.
- Ateliers de formation pour enseignants, étudiants et associations environnementales en Afrique, avec la supervision de l'Université de St. Louis.
- Réalisation de publications bilingues (italien et français) et des pages web du Projet.
- Cours de formation sur la réutilisation de matériaux pour jeunes artisans au Sénégal.
- Soutien à la municipalité de Louga notamment pendant la période 2007/2009 pour réaliser des études sur la filière des déchets et pour la rédaction des dossiers du projet.



Communes promotrices en Italie :

Turin, Chieri

Communes promotrices au Sénégal :

Louga, Mbour, Parcelles Assainies (Dakar)

Communes promotrices au Burkina Faso :

Ouagadougou, Nanoro

Quand :

2001-2006, avec des actions successives

ONG partenaires :

CISV, LVIA, MAIS, RETE

Partenaires au Nord :

Région Piémont, Université de Turin - Faculté de Sciences Politiques, Cours Développement et Coopération, Instituts supérieurs Boselli et Regina Margherita de Turin, Vittone de Chieri, Centre Pilote pour la Réutilisation, le Recyclage et l'Éducation à l'environnement TRICICLO, El Barrio, Centre pour les jeunes de la Ville de Turin, InGenio (boutique des Arts et des Métiers d'Autrefois).

Partenaires au Sud :

Lycées Sall de Louga, Diop de Mbour, Sy de Thiès, Ryalé de Tenkodogo, Lycée Agraire de Nanoro.



Sommaire

Préface	pag. 1
Piémont et Sahel. Les communautés au premier rang	pag. 2-7
Environnement, Piémont & Sahel	pag. 8-10
Quelques projets de coopération environnementale :	
■ Coopération entre les communes de Fossano et Thiès (Sénégal) pour la valorisation des déchets plastiques	pag. 11
■ Coopération entre les communes de Fossano et Joal-Fadiouth (Sénégal) pour la gestion des déchets	pag. 12
■ Coopération entre les communes de Galliate et Tivaouane Diacksao (Sénégal) pour la gestion des déchets	pag. 13
■ Coopération entre les communes de Carmagnola et Niamey (Niger) pour la valorisation des déchets plastiques et des sachets	pag. 14
■ Gestion des déchets et de l'environnement urbain dans les quartiers de banlieue de Thiès et Kaolack, à travers la valorisation du plastique	pag. 15
■ Protéger l'environnement en valorisant les déchets à Ouagadougou (Burkina Faso)	pag. 16
■ Soutien au développement économique, social et environnemental dans les villes de Ouidah et Bohicon (Bénin)	pag. 17
■ Etude de faisabilité pour la gestion des déchets dans la ville de Louga (Sénégal)	pag. 18
■ De déchet à ressource. Coopération éducative entre lycées (Italie, Sénégal, Burkina Faso)	pag. 19

Rédigé par : Cabinet de la Présidence du Conseil Régional – Secteur Affaires internationales, Ong LVIA.

Avec la collaboration de : Ong CISV, Ong RE.TE., Réseau des communes solidaires (Re.Co.Sol).

Traduction : Marie Daubrée

Graphisme : zazi - Torino (Italie)

Impression : Chiaroscuro - Torino (Italie)

Novembre 2009



Programme de sécurité alimentaire
et de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne
Région Piémont – Affaires Internationales